



Déclaration liminaire FSU au CDEN du 6 février 2018 sur la restructuration de la carte scolaire mulhousienne.

Mesdames, Messieurs,

Le SNES et d'autres syndicats de la FSU sont aujourd'hui en grève. Ils veulent dénoncer les mauvaises conditions de la rentrée 2018 et la mise en place précipitée voire hors la loi de la réforme du lycée, du bac et de parcours sup qui aggrave toutes les inégalités spatiales, sociales et territoriales et qui plutôt que de faire réussir les élèves préfère mettre en place une sélection. Nous déplorons que notre demande de report n'ait pas été considérée.

Sur la carte scolaire du Haut Rhin et le projet de restructuration de la scolarisation à Mulhouse, nous tenons d'abord à saluer la qualité du travail effectuée par les services du département.

Si le constat d'une explosion des chiffres à l'entrée en 6^{ème} sur Mulhouse ne peut qu'être partagé, nous ne pouvons que déplorer l'absence d'une réelle concertation avec les personnels et leurs représentants et le choix d'un scénario qui ne peut pas satisfaire les parents, les élèves et les enseignants attachés aux missions d'égalité du service public d'éducation. Sans aucun doute, un travail en collaboration avec les parents d'élèves, les enseignants et les représentants des personnels aurait permis d'envisager d'autres scénarii qui fassent intervenir des critères éducatifs de réussite scolaire, de démocratisation et d'affirmation du service public d'éducation. Ne faudrait-il pas leur faire une place dans les différents comités de pilotage que le département met en place ?

Les solutions avancées se fondent sur la gestion des flux d'élèves dans l'agglomération mulhousienne et sa proche périphérie dans une logique comptable qui ne s'attaque en rien au problème de fond que sont les inégalités sociales scolaires et spatiales de l'agglomération.

Dans cette optique on se contente pour l'essentiel de déplacer des populations scolaires fragiles vers des établissements tout aussi fragiles, au risque d'y remettre en question un équilibre précaire maintenu par l'engagement des équipes éducatives. Des établissements proches tels que Riedisheim et Rixheim ne sont pas sollicités alors qu'ils disposent pourtant de réelles capacités d'accueil... Au centre de la ville, le collège Kennedy fait l'objet d'un traitement particulier : son bassin d'alimentation est modifié dans l'espoir d'y attirer des catégories plus favorisées, en parallèle de la suppression de la SEGPA en 4^{ème} et 3^{ème}, et de la programmation de travaux utiles mais attendus depuis fort longtemps. L'économie d'ensemble du projet ne permet pas de s'attaquer à la logique ségrégative qui fait la prospérité des collèges privés dans l'agglomération.

La FSU est porteuse de revendications pour Mulhouse et ses environs. Nous pensons, en effet, qu'il faut placer les élèves dans les meilleures conditions d'étude pour les faire réussir.

Bien les accueillir signifie par conséquent, de disposer d'un cadre scolaire adapté et de moyens humains importants. Or, la logique qui sous-tend la restructuration pour les années 2017/2022 consiste à remplir les collèges dans un contexte d'austérité budgétaire et de raréfaction des postes.

Dans ce cadre budgétaire restreint, on voit mal comment les bouleversements en cours dans l'agglomération mulhousienne mais aussi les autres zones urbaines du département, resteront sans conséquences pour tout le Haut-Rhin, en termes de fermetures de divisions et de suppression de postes dans les collèges. On peut d'ores et déjà avancer l'idée que les conditions de réussite des élèves seront d'autant plus dégradées.

La FSU demande qu'à la rentrée 2018, toutes les écoles de Mulhouse, dont les critères CSP le permettent, intègrent le réseau REP+, qu'elles soient rattachées ou non à un collège classé REP+, que celles qui verraient leur collège de rattachement modifié ne sortent pas du réseau. Elle demande aussi que les collèges non classés accueillant des élèves venant d'écoles élémentaires en éducation prioritaire soient intégrés dans la carte REP, afin de bénéficier de moyens supplémentaires.

Nous proposons de même de traiter la question à partir d'une problématique éducative visant à donner à tous les élèves un enseignement de qualité visant leur émancipation. Nous pensons que pour faire face à la bonne nouvelle d'une augmentation des effectifs (plus de 1 000 élèves d'ici 2021), il est nécessaire de **construire un nouveau collège à Mulhouse**. L'affirmation du service public d'éducation est la meilleure façon de lutter contre toutes les formes de contournement ou d'évitement de la carte scolaire et de fuite vers le privé. En donnant aux collèges une taille humaine et des moyens considérablement augmentés, nous avons toutes les chances de gagner l'intérêt des familles, des élèves et d'en finir avec les logiques ségrégatives que votre projet ne prend pas en considération.